



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34 Avenue du Maréchal Manoury
41000 Blois

Blois, le 12/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CEO Compagnie des Eaux et de l'Ozone

16 rue des Grands Champs
Agence de Loir-et-Cher
41000 Blois

Références : 2024-764
Code AIOT : 0010001762

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2024 dans l'établissement CEO Compagnie des Eaux et de l'Ozone implanté 18, levée des Tuileries 41000 Blois. L'inspection a été annoncée le 24/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEO Compagnie des Eaux et de l'Ozone
- 18, levée des Tuileries 41000 Blois
- Code AIOT : 0010001762
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine d'eau potable d'Agglopolys, communauté d'agglomération de Blois est en charge du traitement des eaux de Loire et de forage pour leurs potabilisations.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Bilan environnemental annuel	Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 2.5.2.1	Demande d'action corrective	2 mois
5	Réseaux de collecte des effluents - Isolement du site	Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.1.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
6	Réseaux de collecte des effluents - Bassin ou dispositifs de confinement	Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.1.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Surveillance des rejets - Programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.1.6.4.2	Demande d'action corrective	2 mois
10	Surveillance des rejets - Valeurs Limites de Rejet	AP Complémentaire du 03/09/2015, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
13	NC1 de la VI du 12/10/2021 - traitement des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.2.2.2 et 3.2.3.2	Demande d'action corrective	2 mois
14	NC2 de la VI du 12/10/2021 : Fréquence analyse rejets ozonation	Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.2.3.3	Demande d'action corrective	2 mois
15	NC3 de la VI du 12/10/2021 : Etat récapitulatif des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.2.3.5	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	es			
16	NC4 et NC5 de la VI du 12/10/2021- Niveaux sonores en limite de propriété	Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.4.2 et 3.4.5	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative - Rubriques ICPE	AP Complémentaire du 03/09/2015, article 1	Sans objet
3	Bilan de fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 2.5.2.2	Sans objet
4	Prélèvements d'eau - Généralités et consommation	Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.1.1.1	Sans objet
7	Collecte des effluents - Plans et schémas des réseaux	Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.1.4	Sans objet
8	Conditions de rejet - caractéristiques des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.1.5	Sans objet
11	Qualité des effluents rejetés - Conditions générales	Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.1.6.3	Sans objet
12	Rejet dans un ouvrage collectif	Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.1.6.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative - Rubriques ICPE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/09/2015, article 1					
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement ICPE					
Prescription contrôlée :					
Rubrique	Alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	V o l u m e autorisé	Régime*
1138	2	C h l o r e (emploi ou stockage du) : La quantité totale susceptible d ' ê t r e présente d a n s l'installation é t a n t supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 25 t	Stockage en bouteilles de 50 kg	1 tonne	A
1450	2.a	Stockage de s o l i d e s facilement inflammables : Emploi ou stockage : la quantité totale susceptible d ' ê t r e présente d a n s l'installation é t a n t	Stockage de charbon actif en poudre en silo de 27 m ³	15 tonnes	A

		é t a n t supérieure ou égale à 1 t			
1611	/	S t o c k a g e d ' a c i d e sulfurique à plus de 25 %	3 cuves de stockage de 4 tonnes	12 tonnes	NC
1630	/	E m p l o i o u stockage de s o u d e caustique à plus de 25 %	Capacité de 38 m ³	30 tonnes	NC
1131	/	T o x i q u e s (emploi ou stockage de substances e t préparations)	S t o c k a g e d'anhydride sulfureux : 4 bouteilles	196 kg	NC

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté l'usine d'eau potable d'Agglopolys, communauté d'agglomération de Blois. Cette usine est gérée dans le cadre d'un contrat de prestation de service public par la société Veolia, bien qu'Agglopolys demeure l'exploitant principal.

L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu de modifications sur le site pouvant impacter son tableau de rubrique ICPE. L'exploitant est à jour de sa situation administrative.

Par ailleurs, une demande de bénéfice du droit d'antériorité relatif à la rubrique 4710, remplaçant désormais la rubrique 1138, avait été déposée le 05 août 2016 par l'exploitant, et n'avait pas été instruite. A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a confirmé que cette demande portant sur une quantité d'une tonne de chlore stocké en bouteille de 50 kg est toujours d'actualité et peut donc être instruite. L'inspection des installations classées s'engage à instruire ce porté à connaissance.

L'inspection des installations classées ne constate pas d'écart sur cette prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 2.5.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bilans environnementaux
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse au préfet au plus tard le 31 mai de l'année suivante, un bilan annuel des rejets chroniques ou accidentels, dans l'air l'eau et les sols quel qu'en soit le cheminement, ainsi que les déchets éliminés à l'extérieur de l'installation classée, et ce pour le chlore
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé sa déclaration annuelle d'émissions polluantes et de déchets sur GEREPP pour l'année 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Bilan de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 2.5.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Bilans environnementaux
Prescription contrôlée : (...) <p>L'exploitant établit un bilan de fonctionnement. Il contient :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une évaluation des principaux effets actuels sur les intérêts mentionnés à l'article L-511-1 du code de l'environnement • Une synthèse des moyens actuels de prévention et de réduction des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures techniques disponibles • Les investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions au cours de la période décennale passée • L'évolution des flux des principaux polluants au cours de la période décennale passée • Les conditions actuelles de valorisation et d'élimination des déchets • Un résumé des accidents et incidents au cours de la période décennale passée qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi susvisée • Les conditions d'utilisations rationnelle de l'énergie (cette disposition ne concerne pas les

- installations qui ont rempli cette condition dans leur demande d'autorisation)
- Les mesures envisagées en cas d'arrêt définitif de l'exploitation (cette disposition ne concerne pas les installations qui ont rempli cette condition dans leur demande d'autorisation)

Le premier bilan de fonctionnement de l'installation est présenté au préfet au plus tard dix ans après la notification du présent arrêté. Il est ensuite présenté tous les dix ans.

Constats :

L'arrêté d'autorisation de l'exploitant datant de 2004, un bilan aurait dû être fait en 2014 puis avant le 31 décembre 2024. Cependant, cette prescription s'appuyait initialement sur l'arrêté ministériel du 17 juillet 2000. Celui-ci n'est plus en vigueur, les bilans de fonctionnement ne concernant désormais seulement les établissements IED, ce qui n'est pas le cas du présent établissement.

L'inspection des installations classées relève que cette prescription est obsolète.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prélèvements d'eau - Généralités et consommation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.1.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau

Prescription contrôlée :

(...)

Les ouvrages de prélèvements en eaux de nappe ou de surface et les ouvrages de distribution d'eau potable du réseau public sont équipés de **dispositifs de mesures totalisateurs et d'un dispositif de disconnexion** afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation (eaux de nappe ou distribution d'eau potable).

L'exploitant établit un **bilan annuel** des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître les économies réalisables et les choix de l'exploitant afin de les mettre en oeuvre. Ce bilan mentionne en particulier le ratio de productivité de l'usine (quantité admise par filière sur quantité produite totale) et les propositions de l'exploitant pour l'améliorer, dans le respect des conditions sanitaires liées à la production d'eau potable.

(...)

Le **relevé des volumes est quotidien** et retranscrit sur un registre éventuellement informatisé.

Constats :

L'exploitation est munie de 4 compteurs (bât K, filtres bât K, bât A et B, bât E et F), relevés mensuellement, sur ses ouvrages de distribution d'eau potable. Des dispositifs de disconnexion sont situés au niveau des bâtiments A/B, E/F et K.

Concernant les ouvrages de prélèvements d'eau potable, l'exploitation est munie de 4 compteurs (station 1 et 2 pour les eaux d'exhaures, forage 1 et 3 pour les eaux de forage), auxquels s'ajoutent 2 compteurs pour le refoulement (diam 700 et diam 400), relevés quotidiennement.

<p>L'exploitant réalise deux bilans annuels : le premier concerne les relevés les ouvrages de distribution en eaux de l'usine, et le second concerne les ouvrages de prélèvement d'eau potable. Les consommations mensuelles par compteur y sont indiquées. Le rendement de productivité apparaît sur ce bilan.</p> <p>L'inspection des installations classées ne constate pas d'écart sur ces prescriptions.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Réseaux de collecte des effluents - Isolement du site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.1.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs ou de dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance et facilement accessibles en cas de sinistre. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consignes.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que leurs réseaux ne sont pas équipés d'obturateurs ou de dispositifs équivalents. Cependant, des consignes spécifiques sont appliquées sur les deux zones de dépotage pour éviter toute pollution accidentelle.</p> <p>L'établissement n'est pas équipé d'obturateurs ou de dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Réseaux de collecte des effluents - Bassin ou dispositifs de confinement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.1.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissements susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un</p>

accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) sont raccordés à des dispositifs assurant un confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 60m3 pour 500m2 de bâtiments. Cette disposition n'est pas applicable au bâtiment administratif. (...)
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les réseaux d'assainissements susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) sont raccordés à des dispositifs assurant un confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 60m3 pour 500m2 de bâtiments.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Collecte des effluents - Plans et schémas des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulations des apports d'eau et de chacune des différentes catégories d'eaux polluées comportant notamment : <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, isolement de la distribution alimentaire, ...) • les ouvrages de toute sortes (vannes, compteurs, ...) • les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature (...)
Constats : L'exploitant tient à jour les schémas de circulations des apports d'eau de son établissement, qui ont bien été transmis à l'inspection des installations classées. L'inspection des installations classées ne constate pas d'écart sur cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Conditions de rejet - caractéristiques des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.1.5
--

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents de l'établissement aboutissent aux six points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes : Voir tableau de l'article 3.1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02/04/2004
Constats : Il n'y a pas eu de modifications dans les points de rejets de l'exploitation. L'inspection des installations classées ne constate pas d'écart sur ces prescriptions
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des rejets - Programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.1.6.4.2				
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau				
Prescription contrôlée : L'exploitant prévoit pour les paramètres figurant dans le tableau ci-dessous la réalisation des mesures selon les fréquences indiquées. (...)				
Point de rejet n°1 :				
	Surveillance assurée par l'exploitant	Surveillance assurée par l'exploitant	Validation de la mesure par un laboratoire	Validation de la mesure par un laboratoire
Paramètre	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Type de suivi	Périodicité de la mesure
DCO	PrD24	2 x / semaine	PrD24	Trimestriel
DBO5	PrD24	2 x / semaine	PrD24	Trimestriel
MES	PrD24	2 x / semaine	PrD24	Trimestriel
N global	/	/	PrD24	Annuel
PT	/	/	PrD24	Annuel
HT	/	/	PrD24	Annuel
Cl-	/	/	PrD24	Annuel

Fe + Al	PrD24	2 x / semaine	PrD24	Trimestriel
---------	-------	---------------	-------	-------------

Constats :

La fréquence de l'autosurveillance des rejets aqueux réalisée par l'exploitant est conforme à ces prescriptions. L'exploitant saisi sur GIDAF l'ensemble des résultats d'analyse de son autosurveillance chaque mois.

Cependant, l'exploitant ne fait pas réaliser de mesures par un laboratoire externe, ni de manière trimestrielle ni de manière annuelle.

L'exploitant ne fait pas réaliser de mesures de ses rejets aqueux par un laboratoire externe.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Surveillance des rejets - Valeurs Limites de Rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/09/2015, article 2		
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau		
Prescription contrôlée :		
Le tableau, qui regroupe pour chaque paramètre et conditions de rejets des eaux et qui figure au point 3.1.6.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 avril 2004 est supprimé et remplacé par le tableau suivant :		
Référence du point de rejet	1	3,4,5
Rejet maximal journalier (m ³)	1400	SO
Rejet moyen journalier (m ³)	700	SO
Débit maximal instantané (L/s)	56	SO

Paramètres	Concentration max. (mg/L) point de rejet n°1	Flux journalier maximum (kg/j) point de rejet n°1	M o y e n n e mensuelle du flux journalier point de rejet n°1	Concentration max. (mg/L) point de rejet n°3, 4, 5
DCO	550	770	120	300
DBO5	35	50	15	100
MES	2000	1500	560	100
N global	20	18	9	30
P total	4	5	3	10
Hydrocarbures Totaux	2	1,8	2,2	10
Fe + Al	500	406	200	5

Constats :

Lors de l'autosurveillance réalisée par l'exploitant en 2024, les paramètres volume de rejet moyen journalier, les MES, la DBO5, la DCO et le Fe + Al sont mesurés.

Pour l'année 2024, 2 dépassements de valeurs limites ont eu lieu :

- DCO = 732 mg/L le 19/06/2024 : l'exploitant indique que ce dépassement est dû à la vidange annuelle des eaux brutes de la bache
- Vol.Moy.J = 1510 m³ le 17/09/2024 : l'exploitant indique que ce dépassement est dû au lavage annuel bache eau traitée

Dans les deux cas, l'exploitant a correctement justifié les dépassements en identifiant les facteurs dans les commentaires GIDAF, et l'analyse suivante montrait le retour à la normale pour les paramètres qui avaient fait l'objet de dépassement.

L'exploitant n'a pas réalisé d'analyses par un laboratoire extérieur agréé. Les paramètres azote global, phosphore total, et les hydrocarbures totaux ne sont donc pas surveillés. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier le respect de leurs valeurs limites.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des VLE pour les paramètres azote global, phosphore total et les hydrocarbures totaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Qualité des effluents rejetés - Conditions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.1.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
Prescription contrôlée : (...) <p>L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Température : <30°C • pH : compris entre 5,5 et 8,5 • (...)
Constats : Le dépassement de la valeur limite du pH a été constaté le 25/09/2024 sur le point de rejet n°1 (pH=9). L'exploitant indique que ce dépassement a été causé par le lavage du charbon actif en grain. La mesure suivante, le 30/09/2024 montrait que le pH était revenu en dessous de sa valeur limite (pH=7,8). L'inspection des installations classées ne constate pas d'écart sur cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Rejet dans un ouvrage collectif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.1.6.6
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
Prescription contrôlée : Le raccordement au réseau d'assainissement collectif se fait en accord avec la collectivité à laquelle appartient le réseau, conformément à une autorisation de raccordement au réseau public (...).

Constats :

L'exploitant a établi une convention spéciale de déversement des effluents domestiques au réseau public d'assainissement avec la communauté d'Agglomération de Blois, Agglopolys.

L'inspection des installations classées ne constate pas d'écart sur ces prescriptions.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : NC1 de la VI du 12/10/2021 - traitement des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.2.2.2 et 3.2.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

Installations	Vitesse minimale d'éjection des gaz en m/s	Nature des rejets	Traitement
Ozonation	8 m/s	O ₃	D e s t r u c t i o n t h e r m i q u e

Les installations de traitement sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à respecter les seuils de rejet et les capacités d'épuration déterminées lors de leur implantation (notamment pendant les périodes d'arrêt de de démarrage de l'installation).

(...)

Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, après traitement éventuel et notamment le débit des effluents, les concentrations et les flux des principaux polluants, sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans le tableau qui suit.

Rejet du four de destruction de l'ozone

	Pré ozonation	Post ozonation
Débit de rejet maximal autorisé (Nm ³ /h)	50	200

Concentration O ₃ en microg/Nm ³	Flux pré ozonation	Flux post ozonation
200	10mg/h	40mg/h

Constats :

Constats au 12/10/2021 (gestion des suites de la visite du 06/11/2018)

Lors de la visite précédente, c'était le débit qui n'était pas conforme. Non conformité reconduite. Non-conformité n°1 : Articles 3.2.2.2. et 3.2.3.2. de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2004 : Vitesse minimale d'éjection non atteinte sur les rejets des installations de pré-ozonation et post-ozonation. Dépassement du flux d'ozone rejeté sur les installations de pré-ozonation.

Constats au 28/10/2024 (gestion des suites de la visite du 12/10/2021)

L'exploitant a fait réaliser des mesures de rejets atmosphériques le 17/08/2024 par la société APAVE sur ses installations de pré-ozonation et de post-ozonation.

Pour ces deux installations, la vitesse débitante mesurée était de 3m/s. La vitesse minimale d'éjection n'est donc pas atteinte sur les rejets des installations de pré-ozonation et de post-ozonation. L'exploitant indique que ce dépassement est lié à la structure des cheminées.

Pour l'installation de pré-ozonation, les valeurs limites de concentration d'O3 et de flux sont respectées.

Pour l'installation de post-ozonation, les valeurs limites concernant la concentration et le flux sont respectées.

La vitesse minimale d'éjection est non atteinte sur les rejets des installations de pré-ozonation et post-ozonation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : NC2 de la VI du 12/10/2021 : Fréquence analyse rejets ozonation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.2.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

L'exploitant prévoit pour les paramètres figurant dans le tableau ci-dessous la réalisation de mesures selon les fréquences indiquées.

Paramètres	Type de suivi	Périodicité de la mesure
O3 et débit	Ponctuel	semestrielle

(...)

Constats :

Constats au 12/10/2021 (gestion des suites de la visite du 06/11/2018)

Analyses réalisées 2 fois par an (APAVE et XYLEM). Dernier rapport APAVE 5/5/2021. Souci d'approvisionnement pour XYLEM qui n'a pas fait d'analyses en 2020. Visite programmée fin 2021 (y compris pour remise en route second ozoneur).

Non-conformité n°2 Article 3.2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2004 : Les analyses des rejets des installations d'ozonation ne sont pas réalisées à une fréquence semestrielle.

Constats au 28/10/2024 (gestion des suites de la visite du 12/10/2021)

Les dernières campagnes d'analyses des rejets atmosphériques ont été effectuées :

- Le 18 mars 2024 par XYLEM
- Le 17 août 2023 par APAVE
- Le 11 mai 2022 par APAVE

L'exploitant indique qu'auparavant, une campagne était réalisée par l'APAVE tous les ans, en plus d'une campagne réalisée par XYLEM tous les ans, afin de garantir les deux analyses par an. La société XYLEM n'avait cependant pas pu intervenir ces dernières années. Elle a pu intervenir en mars dernier.

La prochaine campagne est prévue en décembre 2024 par APAVE.

Les analyses des rejets des installations d'ozonation ne sont pas réalisées à une fréquence semestrielle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : NC3 de la VI du 12/10/2021 : Etat récapitulatif des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.2.3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'atmosphère

Prescription contrôlée :

Un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées en application du présent article est transmis à l'inspection des installations classées, tous les semestres sous une forme synthétique accompagnée de commentaires expliquant les dépassements constatés, leur durée, ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et qu'ils ne puissent plus se reproduire.

Cet état comprend pour chaque exutoire et pour chaque paramètre figurant dans les tableaux précédents :

- le débit moyen rejeté
- la concentration moyenne du rejet
- le flux horaire rejeté
- le flux total rejeté durant la période couverte par l'état récapitulatif
- les résultats des mesures comparatives le cas échéant

Ce document est accompagné de commentaires expliquant les dépassements constatés, leur durée ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et pour qu'ils ne puissent se reproduire. La transmission de ce rapport est réalisée dans le mois qui suit le semestre considéré.
(...)

Constats :

Constats au 12/10/2021 (gestion des suites de la visite du 06/11/2018)

Rapport non transmis. Non conformité reconduite.

Non-conformité n°3 : Article 3.2.3.5 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2004 : Les rapports de contrôle des rejets atmosphériques ne sont pas transmis à l'inspection des installations classées.

Constats au 28/10/2024 (gestion des suites de la visite du 12/10/2021)

Non conformité reconduite.

Les rapports de contrôle des rejets atmosphériques ne sont pas transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit le semestre considéré.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 16 : NC4 et NC5 de la VI du 12/10/2021- Niveaux sonores en limite de propriété

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.4.2 et 3.4.5

Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux sonores en limite de propriété

Prescription contrôlée :

Les émissions sonores de l'installation n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergences réglementée, (...)

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de	Émergence admissible de 7h à 22h sauf dimanche et jours fériés	Émergence admissible de 22h à 7h les dimanches et jours fériés
---	--	--

(incluant le bruit de l'établissement)		
Supérieur à 35 dB mais inférieur ou égal à 45dB	6 dB	4 dB
Supérieur à 45 dB	5 dB	3 dB

(...)

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles sont les suivantes :

Emplacement	Niveau maximum en dB admissible en période diurne	Niveau maximum en dB admissible en période nocturne
Avenue de Verdun	56.5	40
Quai des Tuileries	49	41.5
Jardins intérieurs	46.5	39.5

(...)

L'exploitant fait réaliser à ses frais une mesure des niveaux sonores d'émission par une personne ou un organisme qualifié (...). Cette mesure est réalisée (...) tous les 3 ans. Elle est transmise à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit avec les commentaires et les éventuelles propositions de l'exploitant.

(...)

Constats :

Constats au 12/10/2021 (gestion des suites de la visite du 06/11/2018)

Rapport APAVE (mesures de bruit du 4 au 6 février 2019).

Non conformité : émergence de nuit en ZER sur points 1 à 4

Non conformité : niveaux sonores en limite de propriété (jour point n°2 et nuit points n°2 et 3).

La non-conformité est reconduite.

Non-conformité n°4 : Article 3.4.2. de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2004 : Les niveaux sonores émis par les installations ne sont pas conformes. Le rapport n'est pas transmis par l'exploitant.

Non-conformité n°5 : Titre 6 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2004 : Absence de transmission des rapports de contrôle des émissions sonores.

Constats au 28/10/2024 (gestion des suites de la visite du 12/10/2021)

L'exploitant a fait réaliser des mesures du niveau sonore émis dans l'environnement de son exploitation par la société APAVE entre le 09/05/2022 et le 11/05/2022.

Le rapport indique que les niveaux sonores émis par les installations ne sont pas conformes, notamment pour les zones à émergences réglementés ainsi qu'en limite de propriété. Ce rapport n'avait pas été transmis à l'inspection des installations classées.

Les niveaux sonores émis par les installations ne sont pas conformes. Le rapport n'est pas transmis par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois